



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Valérie AQUILINA

DRF/IRFU/DACM

Téléphone : 01.69.08.61.99

[valerie.aquilina@cea.fr](mailto:valerie.aquilina@cea.fr)

Affaire suivie commercialement par :

M. Antoine MAINARDIS

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.73.45

[antoine.mainardis@cea.fr](mailto:antoine.mainardis@cea.fr)

**Fourniture et pose de mobiliers et accessoires  
pour la salle de conduite projet TITAN**

Référence projet de marché n° B24-06439-AM

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame .....**, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

ci-après dénommée « le Titulaire »,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION .....	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	7
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE .....	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	7
ARTICLE 8 - QUALITE .....	8
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES .....	9
ARTICLE 10 - REUNIONS .....	10
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS .....	10
ARTICLE 12 - LIVRAISON .....	11
ARTICLE 13 - MONTAGE, CONTROLES TECHNIQUES, ESSAIS SUR SITE .....	12
ARTICLE 14 - RECEPTIONS .....	13
ARTICLE 15 - GARANTIE .....	13
ARTICLE 16 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	14
ARTICLE 17 - MONTANT (A COMPLETER PAR LE SOUMISIONNAIRE) .....	15
ARTICLE 18 - ACTUALISATION.....	16
ARTICLE 19 - AVANCE.....	17
ARTICLE 20 - REGIME FISCAL .....	18
ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION .....	19
ARTICLE 22 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....	20
ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE .....	20
ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE .....	20
ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	20



ARTICLE 26 - PROPRIETE DES OUTILLAGES .....	20
ARTICLE 27 - PENALITES.....	21
ARTICLE 28 - RESILIATION .....	21
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	23
ANNEXE 2 – MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU) .....	27
ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	28

**ARTICLE 1 - OBJET****1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture et la pose de mobiliers et accessoires pour la salle de conduite du projet TITAN, ci-après dénommée l'« Equipement ».

**1.2 Unité bénéficiaire**

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut de la Recherche sur le lois Fondamentale de l'Univers (IRFU).

**ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B24-06439, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
    - le cahier des charges référencé Irfu/Titan-25-107 du 01/07/2025,
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
  - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée ..... datée du .....  
(à compléter par le soumissionnaire)

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

**ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION****3.1 Partie forfaitaire****3.1.1 Partie ferme : fourniture de l'Equipement**

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 *supra*, et sont décrites comme suit :

- Les études et la fourniture de l'Equipement,
- L'emballage et la livraison dans les locaux du CEA,
- Le montage et l'installation dans les locaux du CEA,
- Les contrôles et essais sur site,
- La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Equipement,
- La garantie de l'Equipement pour une durée de 12 mois à compter de la réception.

**3.1 Partie estimative****3.1.1 Prestations sur Bordereau de Prix Unitaire**

n°	Intitulé	Unité d'œuvre
1	Stockage chez le fournisseur avant pose de l'Equipement	1 mois

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par un ordre de service (OS) dont le modèle figure en en annexe.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) générée dans le cadre de l'exécution du marché et ayant un objet similaire,
- à titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

**3.1.2 Prestations sur Devis Préalables**

Ces prestations seront rémunérées sur la base de devis préalables définis à l'article « Montant » du présent marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dûment signée dont le modèle figure en annexe 3.



Pour cela, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 3 faisant référence au devis présenté, dûment signée par le CEA et adressée au Titulaire pour signature. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu la demande du CEA signée.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### **4.1.1 Obligation de résultat**

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

#### **4.1.2 Obligation de conseil**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **4.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

**ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage à ce que la Fourniture soit livrée dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Le Titulaire devra privilégier des matériaux, matériel, outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

Le Titulaire s'engage à optimiser le chargement des camions et le circuit de distribution pour la livraison de la Fourniture, il s'engage également à respecter les dispositions prévues dans son environnement remis au titre de son offre.

**ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE**

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

**ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION****7.1 Conformité aux normes**

L'Equipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrisation et échauffement). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Equipement.

**7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.



### 7.3 Enlèvement des déchets

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

En particulier l'enlèvement éventuel des déchets ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après contrôle par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE) du CEA Paris-Saclay et passage obligatoire au portique de radiodétection du CEA Paris-Saclay.

### 7.4 Horaires

7.4.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 pour le site de Saclay et de 7h30 à 20h00 pour le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.4.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

### 7.5 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

## **ARTICLE 8 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité / Sécurité / Environnement (PQSE) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.





## **ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES**

### **9.1 Fourniture de l'Équipement**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ 4).

### **9.2 Validation des livrables**

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

### **9.3 Format et support des livrables**

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

Les livrables validés seront remis au CEA sous format électronique.

### **9.4 Archivage**

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sous format électronique sur demande du CEA.

### **9.5 Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

**ARTICLE 10 - REUNIONS**

**10.1** Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

**10.2 Réunion d'enclenchement**

Une réunion d'enclenchement (revue de projet) sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

**10.3 Réunions d'avancement**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des prestations,
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi du dossier Qualité.

Toutefois, en fonction de l'évolution des prestations, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

**10.4 Compte-rendu**

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

**ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			

Responsable technique	Mme Valérie AQUILINA	01 69 08 61 99	<a href="mailto:valerie.aquilina@cea.fr">valerie.aquilina@cea.fr</a>
- Pour le Titulaire			
Responsable technique			

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 12 - LIVRAISON**

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que chaque livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA. L'équipement sera livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 627 (Réception Marchandise), Porte Nord, 91191 Gif-sur-Yvette, entre 7 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis

le n° de commande (4000XXXXXX) et le destinataire final :

AQUILINA Valérie / DRF/IRFU/DACM

n° 01 69 08 61 99

Bâtiment 127

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis.

### **Colis standard**

Pour les colis respectant les dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 500 mm
- Hauteur : 1 650 mm



- Largeur : 1 200 mm
- Poids : 1 600 kg

Une palettisation au format EUROPAL doit être privilégiée. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis du bâtiment 627 vers le destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Le contrôle des marchandises est réalisé via une machine RX. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

**Colis hors gabarit (ou dont le contenu est incompatible avec un contrôle aux rayons X) :**

Pour les colis hors gabarit et les colis dont le contenu est incompatible avec un contrôle radioscopique, les livreurs doivent prendre rendez-vous au préalable avec le destinataire final et se présenter à l'accueil Porte Nord le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final.

**ARTICLE 13 - MONTAGE, CONTROLES TECHNIQUES, ESSAIS SUR SITE**

**13.1 Montage**

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et sera réalisée par le Titulaire au bâtiment 126 du CEA Paris-Saclay.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

**13.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA**

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur l'Equipement.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

**13.3 Essais sur site**

Les essais sur site de l'Equipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.



Ces essais seront réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

## **ARTICLE 14 - RECEPTIONS**

### **14.1 Réception de l'Équipement**

La réception sera prononcée après livraison, essais sur site satisfaisants et acceptation par le CEA de l'Équipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice du CEA.

## **ARTICLE 15 - GARANTIE**

### **15.1 Garantie de l'Équipement**

#### **15.1.1 Durée de la garantie**

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de l'Équipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

#### **15.1.2 Périmètre de la garantie**

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

#### **15.1.3 Délais d'intervention pendant la garantie (à compléter par le soumissionnaire)**

Pendant la période de garantie de l'Équipement, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- en cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de ... heures ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA,
- en cas d'anomalie semi-bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de ... jours ouvrable, faisant suite à l'appel du CEA,
- en cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de ... jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA.



Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes dans les ... jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA et les anomalies semi-bloquantes dans les ... jours ouvrables. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'Equipement,
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de tout module de l'Equipement que pour une partie de ses fonctionnalités,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Equipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle.

## **15.2 Garantie des interventions sur l'Equipement**

Chaque intervention sur l'Equipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

- 15.3** Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Equipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Equipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

## **ARTICLE 16 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION**

### **16.1 Durée**

La durée du présent marché est fixée pour une période de XX ans à compter de la date de signature du marché incluant :

- Les délais de fabrication, de livraison, et de réception de l'Equipement,
- La garantie d'une durée d'une durée de 12 mois,

### **16.2 Délais d'exécution**

T0 étant la date de démarrage du marché donnée par le CEA et de la réunion de lancement, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

Lancement des approvisionnements mobilier sur catalogue	T0
Remise du Plan Qualité/Sécurité/Environnement et réunion d'ouverture préalable au chantier	T0 + 15 jours ouvrés au plus tard
Remise des livrables d'étude	T0 + 25 jours ouvrés
Validation des livrables d'étude par le CEA et lancement des approvisionnements matériaux	T0 + 40 jours ouvrés (=T1)
Fabrication	T1 + 40 jours ouvrés (=T2)
Pose aménagement spécifique	T2 + 8 jours ouvrés
<b>POINT D'ARRÊT</b>	<b>T3</b>
Pose mobilier	T3 + 10 jours ouvrés (=T4)
Raccordement électrique	T4 + 5 jours ouvrés (=T5)
Pose accessoires	T5 + 5 jours ouvrés (=T6)
Remise du DOE	T6 + 15 jours ouvrés (=T7)
Réception	T7 + 8 jours ouvrés

*Nota : Les délais figurant ci-dessus sont indicatifs et souhaités par le CEA. Dans son offre, chaque soumissionnaire veillera à s'en approcher ou à les optimiser. L'offre du soumissionnaire constituant un engagement ferme et global, si elle est retenue, les délais figurant dans son offre deviendront contractuels et seront pris en compte dans le tableau ci-dessous.*

- 16.3** Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance de l'Equipement sont précisés respectivement aux articles 14 et 15 supra.

## **ARTICLE 17 - MONTANT (A COMPLETER PAR LE SOUMISIONNAIRE)**

### **17.1 Montant total du marché**

Le montant total du marché est plafonné à la somme de ..... € HT (..... EUROS HORS TAXES).

### **17.2 Montant de la partie forfaitaire**

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de ..... € HT (..... HORS TAXES).

**17.3 Partie estimative****17.3.1 Prestations sur bordereau de prix**

Les prestations sur bordereau de prix sont plafonnées à la somme de **XXXXXX € H.T.** (**XXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES**) et seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires suivants :

n°	Intitulé	Unité d'œuvre	Prix unitaire € HT
1	Stockage chez le fournisseur avant pose de l'Equipement	1 mois	

En cas d'ajout de nouveaux BPU, selon les dispositions de l'article 3 du marché, le montant de ces BPU complémentaires est défini dans le courrier signé contradictoirement par les Parties.

**17.4 Prestations sur devis préalables**

Le montant des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de **XXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations feront l'objet d'un devis préalable établi sur la base des forfaits unitaires fermes / révisables suivants : (**à compléter par le soumissionnaire**)

- ..... € HT
- ..... € HT
- ..... € HT

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la prestation concernée ferme et forfaitaire.

**17.5 Caractère des prix**

Les prix mentionnés à l'article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre). Le montant de l'Equipement visé à l'article 18.2 *supra* a un caractère non révisable

**ARTICLE 18 - ACTUALISATION**

Les prix ne sont pas actualisés si le marché est signé dans un délai de 3 mois à compter de la date de remise de l'offre. Si le marché est signé dans un délai supérieur, les montants figurant à l'article MONTANT seront actualisés par application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (0,70 \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0 + 0,30 \times \text{Fsd1} / \text{Fsd1}_0)$$





dans laquelle :

C = coefficient de révision,

ICHT-IME<sub>0</sub> = valeur de l'indice « coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques » publié au Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment du mois de (mois de remise de l'offre),

FSD1<sub>0</sub> = valeur de l'indice des Frais et Services Divers (modèle de référence n° 1) publié au Moniteur des travaux Publics du mois de XXXXXXXX (mois de remise de l'offre),

FSD1, ICHT = dernière valeur connue de ces mêmes indices à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour l'actualisation du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

L'actualisation ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule d'actualisation a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non actualisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

## **ARTICLE 19 - AVANCE**

*Note : cet article sera complété au moment de la signature du marché en fonction de la réponse du Titulaire. Veuillez indiquer dans votre offre si vous souhaitez vous octroyer cette avance. En l'absence de réponse, le CEA considérera que le soumissionnaire ne souhaite pas s'octroyer cette avance.*

### **19.1 Conditions générales d'octroi des avances par le CEA**

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le Titulaire en fait la demande au moment de la remise de son offre et si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée



d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

#### 19.2 Avance accordée au Titulaire

Le Titulaire déclare renoncer à l'avance.

**OU**

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à **5% ou 30%**.

#### 19.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre des premiers termes de facturation jusqu'à apurement total de la somme correspondant au montant de l'avance.

#### 19.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe ci-dessus. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

### **ARTICLE 20 - REGIME FISCAL**

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.



Pour les prestations de maintenance, chaque terme de paiement sera assorti de la TVA et le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION**

### **21.1 Partie forfaitaire**

#### **21.1.1 *Echéancier de facturation de l'Equipement***

Le montant de l'Equipement sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 20 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA des études, des plans d'exécution et du Plan Qualité / Sécurité / Environnement,
- 40 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes après contrôles en usine jugés satisfaisants par le CEA, constatés par procès-verbal signé des Parties,
- 40 % du montant HT de l'Equipement et le solde des taxes à la signature, par les deux Parties, du procès-verbal de réception sans réserve,

### **21.2 Partie estimative**

#### **21.2.1 *Prestations sur bordereau de prix***

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées durant le mois considéré. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

#### **21.2.2 *Prestations sur devis préalable***

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FMDP selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché. Les factures du Titulaire seront accompagnées d'un justificatif.

### **21.3 Modalités de facturation**

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,



- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

**21.4** Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme

## **ARTICLE 22 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

## **ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

## **ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

## **ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

## **ARTICLE 26 - PROPRIETE DES OUTILLAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 des CGA, les outillages, modèles ou programmes de fabrication réalisés pour l'exécution du présent marché sont la propriété du CEA. Ils sont conformes



aux règles d'hygiène et de sécurité visées dans le code du travail. Leur utilisation sera réservée uniquement aux marchés confiés par le CEA ou à ceux des sous-traitants désignés par le Titulaire et acceptés par le CEA. Ils ne pourront être employés à d'autres usages qu'avec l'accord préalable et écrit du CEA.

Ces outillages, modèles ou programmes de fabrication seront marqués « Propriété CEA » et entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible. Il en sera tenu deux livres d'inventaire, l'un par le CEA, l'autre par le Titulaire.

Le Titulaire assure la garde des outillages, modèles ou programmes qu'il a réalisés pendant une durée de 10 ans à compter de la signature du procès-verbal de réception. Pendant toute cette durée, ils seront remis au CEA à première demande écrite de sa part.

## **ARTICLE 27 - PENALITES**

### **27.1 Pénalités pour retard d'exécution relatif à l'Equipement**

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant **total** hors taxes de l'Equipement par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### **27.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie de l'Equipement**

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus à l'article « Garantie de l'Equipement » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 100 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### **27.3 Modalités d'application des pénalités et plafond**

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant **total** HT du marché.

## **ARTICLE 28 - RESILIATION**

### **28.1 Résiliation de plein droit**

Indépendamment des conditions de résiliation prévues à l'article 39 des CGA, pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours calendaires suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché sera effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.



Marché n° PROJET B24-06439-AM

**28.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation**

En cas de résiliation du présent marché, les clauses suivantes continueront à produire leurs effets :

- Article « Propriété intellectuelle »,
- Article « Confidentialité ».

Fait à Saclay,  
en deux exemplaires originaux,  
Pour le CEA,  
Signature :

Date :

Pour le Titulaire,  
Signature :

Date :



## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.



### **3. Accès au Centre**

#### **3.1** *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### **3.2** *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

#### *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

#### *Pour le personnel de l'Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.





Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### 3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

## 4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.



## 5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

## 6. Suivi médical

### 6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

**ANNEXE 2 – MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX  
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N°				
<u>Marché n°4001068741</u>			<u>Titulaire :</u>	
n° BPU	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Montant total : ..... € HT				
Commentaires :				
		CEA		
NOM				
DATE				
SIGNATURE				

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

**ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS  
PREALABLE)**

FDMDP N° ...		
Marché n°4000 .....		Titulaire : .....
Référence de la spécification technique du CEA : .....		Référence du devis du Titulaire : .....
Montant : ..... € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant : ..... ..... .....		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) : ..... .....		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.